



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU CANTAL

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne

Aurillac, le 30/11/2015

Nos réf. : 2015.335.CGM.AC

Affaire suivie par : Catherine GIRARD-MORZIERE  
catherine.girard-morziere@developpement-durable.gouv.fr  
Tél. 04 71 62 49 39 – Fax : 04 73 43 15 99

### RAPPORT DE CONTRÔLE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

#### Établissement

Raison sociale : Commune d'Oradour Commune : ORADOUR Activité principale : ISDI <u>Régime de l'établissement ou des installations :</u> <input type="checkbox"/> Autorisation <input checked="" type="checkbox"/> Enregistrement <input type="checkbox"/> Déclaration <input type="checkbox"/> Non classé <u>Niveau de priorité « environnementale » de l'établissement autre</u>	Date de la visite : 19 novembre 2015 Date de la précédente visite : sans objet Type de visite : <input type="checkbox"/> Approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Courante <input type="checkbox"/> Rapide <input checked="" type="checkbox"/> Annoncée <input type="checkbox"/> Inopinée <input type="checkbox"/> Planifiée <input type="checkbox"/> Circonstancielle
---	--

#### Thèmes de la visite

Conformité du site avec les exigences réglementaires de l'AM du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement pour la rubrique n°2760.

#### Référentiels de la visite

Code de l'Environnement - Livre V - Titre I  
Arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

#### Liste des installations inspectées

L'ensemble du site a fait l'objet de l'inspection.

<u>Inspecteur présent :</u> Mme GIRARD-MORZIERE Catherine	<u>Personnes rencontrées</u> M. Le Maire M. l'employé communal
--	--



### Principales constatations effectuées

Nota : la commune d'Oradour n'a toujours pas sollicité le bénéfice de l'antériorité pour son installation de stockage de déchets inertes suite à la parution du décret n°2014-1501 du 12/12/14 qui soumet ce type d'installation à la législation des ICPE. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que cette demande doit être réalisée avant le 12/12/2015.

L'arrêté ministériel du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement de la rubrique n°2760 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement s'applique de fait à cette installation.

L'Inspection des Installations Classées constate deux écarts (détaillés en annexe 1) et demande à l'exploitant, dans un délai de 3 mois, de procéder à la mise en place d'un affichage conforme à la réglementation, et comportant notamment à minima :


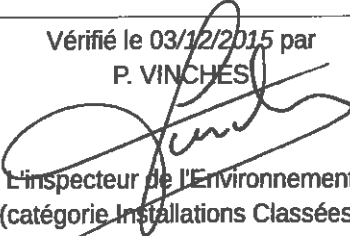
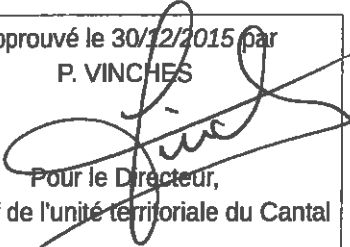
- l'identification de l'installation de stockage ;
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ;
- le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.

De plus, une attention particulière devra être portée sur le débroussaillage, notamment en période favorable aux incendies de forêt.

### Pièces jointes (éventuellement)

Annexe 1 : contrôles réalisés et constatations résultant des investigations

Annexe 2 : photos

<p>Rédigé le 30/11/2015 par C. GIRARD-MORZIERE</p>  <p>L'inspecteur de l'Environnement (catégorie Installations Classées)</p>	<p>Vérifié le 03/12/2015 par P. VINCHES</p>  <p>L'inspecteur de l'Environnement (catégorie Installations Classées)</p>	<p>Approuvé le 30/12/2015 par P. VINCHES</p>  <p>Pour le Directeur, Le chef de l'unité territoriale du Cantal</p>
--	---	--

## Annexe 1 : contrôles réalisés et constatations résultant des investigations

### Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)

Commune d'Oradour

Inspection du 19/11/2015

<b>Référence : Art. 5 – II de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> l'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande d'autorisation ;</li><li>- le dossier d'autorisation et le dossier qui l'accompagne tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- le type de déchets inertes admissibles sur le site selon les libellés et codes de l'annexe II à l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- la description du site, y compris les caractéristiques hydrogéologiques et géologiques.</li></ul>	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Un dossier est présent à la Mairie.
<b>Référence : Art. 6 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> L'installation est implantée à une distance d'éloignement de : 10 mètres des constructions à usage d'habitation, des établissements destinés à recevoir des personnes du public, des zones destinées à l'habitation ou des captages d'eau ; 10 mètres des voies d'eau, voies ferrées ou voie de communication routières. Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Les prescriptions de l'article 6 sont respectées.
<b>Référence : Art. 8 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 2
<b>Détail de la prescription :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Le débroussaillage doit être réalisé de manière plus régulière.

<b>Référence : Art. 10 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Sur ce site, l'exploitant ne stocke pas de produits dangereux.

<b>Référence : Art. 11 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> L'accès est existant et permet le passage des camions d'intervention des services d'incendie et de secours.

<b>Référence : Art. 13 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> Rétention et confinement des produits dangereux	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Sur ce site, l'exploitant ne stocke pas de produits dangereux.

<b>Référence : Art. 14-I de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1
<b>Détail de la prescription :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, ayant suivi une formation de base sur la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que l'exploitation induit, des produits et déchets utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident ou d'accident.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Les dépôts sont réalisés sous la surveillance de l'unique employé communal. Présent lors de l'inspection, l'employé communal démontre ses connaissances pour la gestion de cette ISDI.

<b>Référence : Art. 14-II de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 2
<b>Détail de la prescription :</b> Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Les consignes de gestion du site ont été établies, le personnel en ont pleinement connaissance.

<b>Référence : Art. 16 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> L'installation de stockage de déchets est protégée pour empêcher le libre accès au site. Ses entrées sont équipées de portails fermés à clé en dehors des heures d'ouverture. Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Les clôtures et le portail sont conformes à la réglementation.

<b>Référence : Art. 17 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> La livraison de déchets se fait en période diurne, sauf autorisation préfectorale spécifique.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Aucune livraison n'intervient en période nocturne.

<b>Référence : Art. 18 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1 / 2 / R / D
<b>Détail de la prescription :</b> Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Il n'est pas constaté de traces de brûlage de déchets sur ce site.

<b>Référence : Art. 19 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 1
<b>Détail de la prescription :</b> Le déchargement des déchets directement dans la zone de stockage définitive est interdit. Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversements des bennes qui les transportent. Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> La zone de contrôle des déchets n'est pas matérialisée cependant les déversements ne s'effectuent pas directement en place, afin de permettre un contrôle. Les prescriptions de l'article 19 sont respectées.

<b>Référence : Art. 22 de l'arrêté du 12/12/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760</b>	Conforme : <input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON Gravité (*) : 2
<b>Détail de la prescription :</b> Un panneau de signalisation et d'information est placé à proximité immédiate de l'entrée principale, sur lequel sont notés : - l'identification de l'installation de stockage ; - le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ; - les jours et heures d'ouverture ; - la mention : « interdiction d'accès à toute personne non autorisée » ; - le numéro de téléphone de la gendarmerie ou de la police et des services départementaux d'incendie et de secours.	<b>Constat de l'inspecteur :</b> Le panneau de signalisation est à mettre en place par l'exploitant.

(\*) Échelle d'importance qui comprend les niveaux suivants :

- 1 : Non-conformité (NC) importante et caractérisée par rapport aux prescriptions réglementaires pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact sur l'environnement.
- 2 : Non-conformité (NC) réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement.
- (R) : la remarque concerne une disposition insuffisamment documentée, une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable (non hiérarchisée).
- (D) : demande à l'exploitant (non hiérarchisée).

**Annexe 2 : Planche photographique**  
**Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI)**  
**Commune d'Oradour**  
**Inspection du 19/11/2015**



**Cliché 1 : A l'entrée de la parcelle, un portail interdit l'accès aux personnes non autorisées. L'affichage n'est toutefois pas complet.**



**Cliché 2 : Le débroussaillage du site doit être réalisé plus fréquemment, notamment en cas de risque incendie.**